

Usagers et Cheminots mobilisés ce lundi 14 octobre pour le Service Public SNCF !

Plus de 150 Usagers et Cheminots se sont rassemblés devant le Conseil Régional à Rouen, ce 14 Octobre, et ont exigé un autre plan de transport ferroviaire en Normandie, avec le Service public SNCF !

Le Comité de Vigilance Ferroviaire Normand regroupant plusieurs collectifs de défense du rail et des transports publics Normands, des organisations syndicales cheminotes et des Élus locaux, se sont rassemblés nombreux devant le Conseil Régional de Normandie ce lundi 14 Octobre 2019.

L'occasion pour une délégation d'être reçue par le Président du Conseil Régional pour porter des revendications justes et légitimes :

Ils ont rappelé que ce futur plan de transport intègre le choix de M. Morin en 2016 de reprendre la totalité des liaisons ferroviaires normandes, et les éléments d'anticipation de la Loi du mensonge votée en 2018 sur la réforme du ferroviaire, que les cheminots ont largement combattu.

Ils ont rappelé la nécessité de développer et renforcer le service public ferroviaire en Normandie, au travers de propositions crédibles !

Ils ont noté l'affichage de la Région et de la Direction SNCF d'un développement de 15 à 20% de l'offre ferroviaire normande, qu'ils auraient pu saluer si le diable ne s'était pas caché dans le détail !

Car le détail c'est :

- la suppression de nombreux arrêts dans les villes dites « intermédiaires ».
- la disparition de certaines dessertes qui disparaissent ou sont menacées de fermeture à court terme.
- l'allongement du temps de parcours entre Paris et Rouen de plus de 12 minutes, qui va encore détériorer les conditions de voyage des usagers. (Plus de 22 minutes perdues en comparaison des horaires d'avant 2015).
- les suppressions de trains sur certains axes (Caen-Le Mans-Tours) avec un transfert du rail vers la route.
- les fortes inquiétudes sur la robustesse du futur plan de transport, notamment sur le "roulement" des rames matérielles, avec la problématique d'un matériel vieillissant et une arrivée lente des nouveaux matériels (OMNEO, REGIO 2N).
- les questions de capacité du matériel dans les périodes de pointes
- la tarification, purement régionale, donc en opposition avec celle nationale de tout le réseau SNCF, et qui ne satisfait pas aujourd'hui les usagers pour ce qui concerne notamment : les tranches kilométriques tarifaires non adaptées ; les abonnements travail hebdomadaires qui n'existent plus ; des réservations obligatoires sur les trains identifiés KRONO +, voire KRONO ; la question du remboursement appelé "G30" n'a plus l'air d'être garanti pour les usagers !



Ils ont rappelé aussi que ce plan de transport, même s'il venait d'être réajusté à la marge vendredi suite aux nombreuses interpellations d'usagers, d'élus et cheminots, n'était pourtant pas en adéquation avec les conclusions de l'étude « NORMANDOSCOPIE » sur les traces mobiles, produit par la SNCF pour le compte du Conseil Régional en 2017, et qui montrait des déplacements nombreux depuis des villes intermédiaires vers et depuis les métropoles.

Ils ont aussi dénoncé la politique actuelle de la Direction SNCF, validée par le Conseil Régional, de réduire la vente des billets dans les gares, guichets et boutiques, avec comme prétexte l'évolution des usages vers le numérique, alors que la vente au guichet représentait encore près de 70% du chiffre d'affaire en 2018.

Ils ont également exigé que les Cheminots, avec de bonnes conditions de travail, soient toujours présents dans les Gares et les Trains, pour garantir la Sécurité, la Sûreté et la qualité de service que tout usager et citoyen est en droit d'attendre de la part de l'entreprise publique ferroviaire SNCF, Bien de la Nation !

Ils ont affirmé que le transport de voyageurs et de marchandises par le fer représentait l'avenir de nos sociétés, face à l'urgence climatique et aux attentes légitimes des usagers. Et qu'il fallait mettre un terme à la volonté de mettre en concurrence les modes de transports, quand le progrès nous oblige à répondre à des logiques de complémentarité et d'inter modalités, donc sous maîtrise publique.



Cet échange de 30 minutes avec Hervé Morin, Président de la Région Normandie, a aussi permis d'exiger le **retour des Comités de Lignes** plutôt que les Comités de Territoire, qui excluent aujourd'hui les Cheminots et leur Représentants du Personnels, pour qu'ils puissent apporter un œil d'expert, en lien avec un travail avec les usagers, aux constructions des futurs aménagements ferroviaires normands.

De même, M. Morin n'a pas écarté la possibilité d'une **Convention TER qui pourrait couvrir une période de 10 ans avec la SNCF**.

Il a également affirmé que **l'ouverture à la concurrence**, serait conditionnée à la réussite de qualité de service de ce plan de transport par l'entreprise publique SNCF.

Il a également pris **l'engagement de voir avec la SNCF la questions des accès PMR sur les gares rive-gauche** de l'agglomération rouennaise.

Il a reconnu un certain nombre de « **BUG** » dans la tarification, avec le site internet de la SNCF OUI SNCF, **et prend l'engagement de communiquer avant rectification**.

Enfin, **il s'est engagé**, cette fois-ci, **à prendre le temps de nous recevoir de manière officielle** pour voir les éléments que nous portons plus dans le détail.

Ce 14 Octobre est donc une journée réussie de convergence d'action entre Usagers, Citoyens et Cheminots, pour gagner le service public ferroviaire indispensable à l'aménagement du territoire normand. Mais une telle initiative appelle forcément des suites puisque le compte n'y est pas !

Plaçons donc ces avancées sous vigilance, et allons chercher ce qui nous manque !

D'ores et déjà, un courrier du Comité de Vigilance Ferroviaire Normand va partir pour qu'il puisse nous recevoir et prendre en compte les revendications portées !

